

# ÉGLISE ET CULTURE NATIONALE EN EUROPE CENTRALE A L'EPOQUE MODERNE: LE CAS DES ASSOCIATIONS CULTURELLES REGIONALES (1826-1918)

IOAN BOLOVAN, LIANA LĂPĂDATU

(Universitatea "Babeş-Bolyai", Centrul de Studii Transilvane Cluj-Napoca)

Les mouvements d'émancipation nationale du XIXe siècle cantonnés dans l'espace de l'Europe Centrale et du Sud-Est ont incorporé à leur idéologie la culture, comme élément décisif du processus de solidarité nationale. La composante culturelle, représentée entre autres par les associations religieuses (Matica Srpska – créée en 1826, Matica Ceska – 1831, Matica Moravska – 1836, Matica Ilirska – 1842, Matica Slovenska – 1863, l'Association transylvaine pour la littérature roumaine et la culture du peuple roumain (ASTRA) – 1861, la Société pour la culture et la littérature roumaine en Bucovine – 1862, l'Association nationale de la ville d'Arad pour la culture du peuple roumain – 1863 etc.) a eu une contribution importante dans le processus d'affirmation des identités nationales et, indirectement, dans la sphère même du militantisme politique.

Grâce à leur caractère régional, elles ont dynamisé l'activité culturelle sur une aire géographique large, coagulant l'élite intellectuelle répandue dans plusieurs centres urbains, tout en favorisant l'accès des communautés paysanne à l'acte de culture. Au début de l'époque moderne, presque tous les mouvements d'émancipation nationale de la Monarchie des Habsbourg connurent un processus de laïcisation, de suppression graduelle et systématique du clergé des fonctions de direction. Ce fait ne signifia pas pour autant la totale marginalisation du clergé, par contre, l'Église – institution ayant une hiérarchie et une structure bien précisées – continua à représenter une composante essentielle à l'intérieur des mouvements nationaux. Dans le présent ouvrage nous essayerons d'esquisser quelques éléments qui ont marqué l'implication de l'Église dans le renouveau culturel des nations incluses dans la monarchie autrichienne par l'intermédiaire des associations religieuses, en insistant surtout sur les réalités roumaines, respectivement sur les institutions d'Arad et de Sibiu.

L'Empire habsbourgeois était au milieu du XIXe siècle un conglomérat de nations et de religions, y compris de peuples bi-confessionnels (les Roumains, les Tchèques, les Slovaques, les Hongrois etc.). Par exemple, les Roumains de l'ancienne Principauté de Transylvanie appartenaient en 1850 à deux confessions, à savoir: il y avait 621.852 orthodoxes et 664.154 gréco-catholiques, soit 48,4% à 51,6%. 96% des Tchèques étaient catholiques et le reste de 4% protestants; les réalités confessionnelles étaient les mêmes pour les Croato-Slovènes: environ 94% étaient romain-catholiques et

le reste gréco-catholiques, protestants et orthodoxes. Les leaders des églises et le bas clergé (à quelques exceptions près) considéraient que l'idéal national devait prévaloir sur l'appartenance confessionnelle, de sorte qu'ils agirent de manière concertée pour mettre en pratique les objectifs majeurs des communautés nationales dont ils faisaient partie.

L'idée nationale représenta dans ces années-là, pour la plupart des représentants des nations dominantes de la monarchie autrichienne, quelque chose de plus grandiose que le confessionnalisme et, orthodoxes ou gréco-catholiques (unis), catholiques ou protestants, ils ont tous découvert dans l'idéologie nationale la source de leur fraternité. Sans négliger les différentes formes d'association et de solidarité confessionnelle ayant fonctionné à l'époque moderne au sein des peuples de l'espace central européen, il faut remarquer que l'impératif de servir la nation a prévalu au détriment du confessionnel. L'élection dans les fonctions de direction des associations régionales de certains leaders (laïcs et clercs) appartenant aux deux confessions existant dans le cadre de ces nations est symptomatique en ce sens. Ainsi, l'évêque romain-catholique Stefan Moyses fut élu, en 1864 à Turciansky Svety Martin, président de la Matica Slovenska, et l'évêque de l'Église évangélique-luthérienne, Karol Kuzmany, fut élu vice-président. En 1861, à Sibiu, l'évêque orthodoxe Andrei Şaguna fut élu président de l'ASTRA, et le chanoine gréco-catholique Timotei Cipariu de Blaj, vice-président. A Arad, en 1863, lors de la création de l'Association nationale d'Arad pour la culture du peuple roumain, l'évêque orthodoxe Procopie Ivacicovici fut élu président et le chanoine gréco-catholique Mihail Naghy de Lugoj, vice-président.

Non seulement chez les Roumains, mais chez les Slaves aussi, les leaders ecclésiastiques se retrouvèrent longtemps à la tête des associations régionales, en tant que présidents, vice-présidents ou directeurs. Andrei Şaguna a dirigé l'ASTRA en qualité de président de 1861 à 1867, Timotei Cipariu de 1877 à 1887, Ioan Micu Moldovan de 1893 à 1901; à Arad, la fonction de président de l'Association nationale d'Arad ne fut remplie, de 1863 à 1918, que par les évêques orthodoxes d'Arad: Procopie Ivacicovici, Miron Romanul, Ioan Meşianu, Iosif Goldiş, Ioan I. Pap, tandis qu'en qualité de vice-présidents et de directeurs se retrouvèrent le long du temps d'autres personnalités appartenant à la hiérarchie orthodoxe de cette zone: Vasile Mangra, Roman Ciorogariu, Augustin Hamsea etc. La Matica Srpska eut comme président l'évêque Platan Atanackovic de 1842 à 1844 et de 1864 à 1867, la Matica Slovenska fut dirigée pendant presque une décennie par l'évêque Karol Kuzmany. Il faut aussi mentionner que des 40 membres du comité directeur de la Matica Moravska, 19 appartenaient, dès sa création en 1836, au clergé. L'archevêque de Prague, Alois Kolovrat-Krakovsky, joua un rôle important dans le cadre du comité directeur de la Matica Ceska, et les évêques Josif Kukovic et Josif Strossmayer se retrouvèrent constamment parmi ceux qui avaient dirigé la Matica Ilirska et, pour peu de temps, ils avaient même rempli les fonctions de président et de vice-président.

Plus encore, la fondation de différentes associations régionales doit être associée, dans nombre de cas, à l'implication directe de la hiérarchie ecclésiastique qui, grâce aux positions qu'elle détenait dans le cadre de la communauté et à ses rapports avec la Cour de Vienne, aida à l'obtention des approbations nécessaires. Le cas de l'ASTRA est extrêmement suggestif en ce sens. Le 10 mai 1860, un nombre de 176

personnalités politiques et culturelles, ainsi que de hauts hiérarques appartenant aux églises orthodoxe et gréco-catholique remirent au gouverneur de la Transylvanie un mémoire, dans lequel ils sollicitaient l'approbation pour la convocation d'une réunion consultative qui devait mettre les bases d'une société «pour la culture et la littérature du peuple roumain». Parmi les signataires de ce document nous mentionnons l'évêque orthodoxe Andrei Şaguna, le métropolite uni Alexandru Sterca Şulutiu, le chanoine Timotei Cipariu, le futur évêque orthodoxe de Caransebes, Ioan Popasu etc. Ce n'est pas par hasard que la réponse du gouverneur Lichtenstein, du 12 juillet 1860, dans laquelle il demandait des éclaircissements supplémentaires sur les statuts, fût adressée justement à l'évêque Andrei Şaguna, connu pour ses habiletés diplomatiques et pour le prestige dont il jouissait devant les autorités.

Ce qui est typique pour le dynamisme de Şaguna pendant ces années est d'avoir lancé à plusieurs intellectuels roumains (George Bariţ, Timotei Cipariu, Ioan Puşcariu) l'invitation de rédiger les statuts de la future association, tout en se réservant le droit d'unifier les projets. Par conséquent, le 6 décembre 1860, le projet de statuts de la future association fut remis au *Gubernium* (gouvernement) de la Transylvanie, accompagné d'une lettre d'Andrei Şaguna, dans laquelle il exprimait son espoir que les statuts seraient le plus tôt possible approuvés par l'empereur. La réaction favorable des autorités encouragea Andrei Şaguna à organiser, du 9 au 11 mars 1861, une «conférence consultative» en vue de la création d'une société pour la culture et la littérature du peuple roumain. La matérialisation de ces efforts se concrétisa dans l'organisation de la première assemblée générale de l'ASTRA à Sibiu, du 23 au 26 octobre, moment qui signifiait le début officiel de la plus importante institution culturelle des Roumains transylvains avant l'Union de 1918. A la fin de la première réunion, Andrei Şaguna (élu président de la société) prononça un discours, dans lequel il souligna l'importance de la solidarité pour l'institution qui venait de se créer: «Nous nous sommes réunis en charité, nous nous séparons en charité. Que Dieu nous aide à ce que ce soit ainsi jusqu'à la fin du siècle. Que nous nous rencontrions encore à la table de notre mère commune; que nous nous réjouissons de la langue, de la nationalité et de tout ce qui appartient aux Roumains» (Cf. *Actele privitoare la urzirea și înființarea Asociațiunii transilvane pentru literatura română și cultura poporului român* /Documents concernant la création de l'Association transylvaine pour la littérature roumaine et la culture du peuple roumain/, Sibiu, 1862, p. 79). Sur l'intervention de Şaguna, l'ASTRA reçut un espace adéquat de fonctionnement dans l'enceinte du Séminaire orthodoxe de Sibiu.

Trois ans après, Andrei Şaguna fut élu président de l'ASTRA, dirigeant avec modération et efficacité l'institution culturelle de Sibiu jusqu'en été 1867. Il essaya d'imprimer à toutes les actions de l'ASTRA un caractère apolitique et une neutralité confessionnelle, accentuant les responsabilités culturelles, morales, sociales et même économiques de l'association. D'ailleurs Şaguna réitéra ces desiderata et ces objectifs lors de la deuxième assemblée générale de l'ASTRA, qui eut lieu à Braşov en été 1862: «la littérature de notre langue au même degré de culture que celles des autres langues cultivées; les écoles et les instituts littéraires en état florissant, les villages et les villes roumains réguliers et avancés; des jardins et des champs bien cultivés, riches en arbres fruitiers; une économie rationnelle chez nos agriculteurs; l'épanouissement des arts et

de toutes sortes d'habiletés chez nos Roumains. Bref: Dans quelques dizaines d'années la nation roumaine sera régénérée et rajeunie dans ses forces intellectuelles, industrielles et matérielles, puisque la nation est assoiffée de culture et d'instruction, et les membres de cette Association n'épargneront aucun sacrifice, qui conditionnerait un avenir plus heureux et la prospérité nationale» (Cf. Andrei Bârseanu, «*La jubileul de cincizeci de ani al Asociațiunii*» / Au jubilé de 50 ans de l'Association /, dans **Transilvania**, no. 4 jubilaire, juillet-août 1911, p. 321).

La situation a été similaire à Arad. Après l'approbation des statuts par les autorités, les préparatifs pour la réunion de constitution de l'Association nationale d'Arad entrèrent, au printemps 1863, en phase finale. L'initiative avait appartenu toujours au facteur ecclésiastique, à savoir à l'évêque Procopie Ivacicovici, qui convoqua, le 18 mars 1863, l'élite roumaine d'Arad dans une réunion préliminaire. Cette conférence élut un comité exécutif, qui allait préparer, durant sept réunions consécutives, l'ouverture festive de l'activité de l'Association d'Arad, lors de la première assemblée générale du 30 avril 1863. Ce n'est pas par hasard que l'évêque Ivacicovici fût désigné membre d'une délégation de cinq représentants de l'association, qui devait présenter à l'empereur Franz Joseph les hommages et les remerciements des membres pour le soutien donné à la création de l'institution culturelle d'Arad.

D'ailleurs, les hauts hiérarques non seulement avaient été à la tête des initiatives qui conduisirent à la création des ces institutions culturelles-nationales, mais eurent aussi une contribution essentielle à la relance des activités pendant et après la période de crise. Ainsi, après les bouleversements produits pendant la Révolution de 1848-1849, l'évêque serbe Platan Atanakovic s'impliqua, en août 1851, dans la convocation d'une réunion à Pest de l'élite serbe de Hongrie, action qui signifia aussi la reprise des activités de la Matica Srpska. L'archevêque Friedrich Egon et l'évêque Scaffgotsch entrèrent en 1868 dans le comité directeur de la Matica Moravska, à un moment difficile dans l'existence de cette institution, leur implication dans le cadre de l'association de Brno ayant pour conséquence sa relance et une nouvelle impulsion donnée aux activités culturelles et scientifiques. La ré-activation de l'Association nationale d'Arad au printemps 1880 (après quelques années de désorganisation et d'absences d'actions conformes au programme statué) était le résultat de l'initiative énergique de l'évêque orthodoxe d'Arad, Ioan Meșianu. Celui-ci réussit à convoquer, le 4 avril 1880, une conférence de l'intellectualité roumaine de cette zone, ce qui rendit possible la reprise officielle de l'activité de l'association, par l'assemblée générale du 10 mai de la même année. Le prestige dont jouissaient les hiérarques, le fait qu'ils étaient à un moment-donné moins impliqués dans les débats politiques et dans la lutte parlementaire leur ont permis de s'affirmer au sein de leurs communautés nationales et d'activer le mouvement culturel par l'intermédiaire des sociétés régionales.

Au-delà des différences confessionnelles, la hiérarchie ecclésiastique ainsi que le bas clergé – en profitant de la relative indépendance matérielle dont ils disposaient – devinrent conscients de leur mission nationale, s'inscrivant comme membres actifs des associations régionales, tant chez les Slaves que chez les Roumains. Au moins dans le cas des Matica, mais aussi de celui des associations régionales roumaines, cette catégorie sociale détint dans certains moments une majorité considérable, dépassant

40% du total des membres actifs, ce qui signifia implicitement le soutien financier accordé à la culture nationale. Certes, un soutien matériel plus consistant est venu de la part des hauts hiérarques, qui ont contribué avec de gros montants à la réalisation des objectifs des associations. Il suffit de mentionner l'action de l'évêque Josif Strossmayer, qui fit don de 10.000 fl. à la Matica Ilirska pour mettre les bases de l'Académie croate, le même évêque faisant un autre don de 1.000 fl. à la Matica Slovenska. L'archevêque de Prague, Alois Kolovrat-Krakovsky fit don à la Matica Ceska de 1.000 fl., devenant un membre actif de cette institution. La situation est similaire dans le cas de l'ASTRA, le métropolitain uni Alexandru Șterca Țuțuțiu faisant don à l'institution de Sibiu, lors de sa fondation, de 2.000 fl., et l'évêque orthodoxe Andrei Șaguna de 1.050 fl. Les montants plus modestes, d'environ 100 fl. donnés par d'autres évêques roumains (Procopie Ivacicovici, Ioan Mețianu etc.) signifèrent pour les associations régionales de Sibiu ou d'Arad des contributions notables à l'augmentation des budgets annuels, ce qui leur permit de matérialiser leurs programmes culturels et scientifiques.

Il faut absolument remarquer la présence massive du clergé dans le cadre des institutions culturelles régionales, tant chez les Slaves que chez les Roumains. Presque 40% du total des membres de la Matica Ceska dans sa première décennie d'activité (2.277 membres en 1840) provenaient des clercs et des étudiants en théologie. En 1849, presque la moitié des 303 membres de la Matica Moravska étaient prêtres, cette catégorie restant prédominante durant les décennies ultérieures (en 1877, 210, soit 37%, des 560 membres étaient clercs). Dans le cas de la Matica Slovenska la réalité était semblable: en 1867, sur un total de 1.112 membres il y avait 365 clercs, soit 32%. La «démocratisation» de la Matica Srpska après le transfert de son siège à Novi Sad en 1864, grâce aux efforts de Svetozar Miletic et Mihailo Polit-Desancic, signifia la croissance du nombre des membres de la Matica Srpska d'environ 200 en 1864 à presque 1.400 en 1880; la plupart des nouveaux membres étaient issus du clergé, catégorie sociale qui pouvait servir d'intermédiaire pour la communication entre les élites et le peuple.

Dans le cas de l'Association nationale d'Arad la situation était en quelque sorte la même: le clergé représentait 13% en 1863 (sur un total de 810 membres, 102 appartenaient au clergé), il parvint à 25% en 1864, à 30,3% en 1894, pour toucher à un maximum de 64% en 1896. Une telle augmentation «explosive» du nombre des clercs dans le cadre de l'institution culturelle d'Arad était la conséquence directe des circulaires envoyées par l'évêque Iosif Goldiș, président de l'association, qui conseillait le clergé à soutenir le programme culturel-national de la société d'Arad. Il est donc tout à fait normal qu'au moins un des quelques représentants d'une collectivité villageoise inscrits comme membres de l'Association nationale d'Arad soit le prêtre du village, à côté du chantre ou du notaire. Le clergé devint conscient dans les décennies antérieures à la Première Guerre mondiale de sa mission nationale, déployant une activité rigoureuse en ce sens.

En même temps, outre sa participation en grand nombre aux assemblées générales annuelles des matica slaves et des associations roumaines, le clergé a effectivement soutenu les amples actions lancées par les associations régionales. Ainsi, au moins dans le cas des institutions de Sibiu et d'Arad, le clergé s'impliqua dans des activités d'alphabétisation et d'instruction des paysans, de lutte contre l'alcoolisme et d'éducation à la santé, de collecte des informations historiques et ethnographiques pour

l'élaboration de monographies villageoises etc., complétant l'aire du dialogue culturel-national-social à la fin du XIXe siècle et au début du XXe siècle. Le fait que la hiérarchie ecclésiastique roumaine était devenue consciente de l'importance des associations culturelles régionales résulte aussi de l'entretien entre Andrei Șaguna et George Bariț, en été 1864 à Brașov, au cours duquel le haut prélat orthodoxe demanda au lettré gréco-catholique: «Ne laissons pas, M. Bariț, notre Association en déclin, soutenons-la de tous nos bras, pour que, si par hasard nous perdions tous nos autres droits, tout ce dont nous rêvons, il nous en reste au moins ce moyen commun de culture de la langue et des esprits. Que notre zèle pour l'Association ne baisse pas» (Cf. Ioan Lupaș, «Înființarea Asociațiunii și conducătorii ei»/Création de l'Association et ses dirigeants/, dans Transilvania, no. 4 jubilaire, juillet-août 1911, p. 335).

En guise de conclusions, nous devons souligner que l'intégration massive du clergé dans le dialogue entre société-culture-nationalité, réalisé par l'intermédiaire des matica slaves et des associations régionales roumaines, est une autre confirmation de l'ancien militantisme national et social de cette catégorie professionnelle. Plus encore, elle représente une preuve incontestable du dynamisme politique-national manifesté au niveau de toutes les structures social-professionnelles au sein des nations dominées de la monarchie austro-hongroise, à la veille du déclenchement de la première conflagration mondiale. L'apport de l'Église dans le processus de renaissance nationale des Roumains transylvains à l'époque moderne a été reconnu et apprécié par toute la nation, et le jour mémorable du 1<sup>er</sup> Décembre 1918, lors de la Grande Assemblée Nationale de Alba Iulia, l'évêque orthodoxe d'Arad, Ioan Ignatie Papp, et l'évêque gréco-catholique d'Oradea, Demetriu Radu, furent élus co-présidents.

## BIBLIOGRAPHIE

- Die Habsburgermonarchie, 1848-1918*, herausgegeben von Adam Wandruszka und Peter Urbanitsch, band III (*Die Völker des reiches*) et band IV (*Die Konfessionen*), Wien, 1980-1985.
- Vasile Curticăpeanu, *Mișcarea culturală românească pentru Unirea din 1918*, București, 1968.
- Pamfil Matei, *ASTRA și rolul ei în cultura națională (1861-1950)*, Cluj-Napoca, 1986.
- Ioan Bolovan, *Asociația națională arădeană pentru cultura poporului român, 1863-1918. Contribuții monografice*, Cluj-Napoca, 1994.
- Stanley B. Kimball, *The Austro-Slav Revival. A Study of Nineteenth-Century Literary Foundations*, Philadelphia, 1973.
- Bozidar Kovacek, *Matica Sipska, une photomonographie*, Novi Sad, 1967.
- Peter Brock, *The Slovak National Awakening: an Essay in the Intellectual History of East Central Europe*, Toronto, 1976.
- Keith Hitchins, "Cultul național sacru. Intelectuali români și Biserica din Transilvania, 1834-1869", dans le vol. *Conștiință națională și acțiune politică la românii din Transilvania (1700-1868)*, Cluj-Napoca, 1987.
- Idem, *Ortodoxie și naționalitate. Andrei Șaguna și românii din Transilvania, 1846-1873*, București, 1995.
- Mircea Păcurariu, *Istoria bisericii românești din Transilvania, Banat, Crișana și Maramureș până la 1918*, Cluj-Napoca, 1992.